



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

REGION DE GENDARMERIE D'ÎLE-DE-FRANCE

BUREAU BUDGET ADMINISTRATION
SECTION ADMINISTRATION

CONSULTATION N° AO_2025-001 DU 18/07/2025

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles R. 2124-1 et 2, et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DU MARCHÉ

***Marché de remplacement et de modernisation du parc
des ascenseurs des casernes de la gendarmerie en d'Ile-
de-France***

**DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES :
LE 01/09/2025 À 12H00**

IMPORTANT

VISITE OBLIGATOIRE

PRÉAMBULE	4
ARTICLE 1 – LA PERSONNE PUBLIQUE	5
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
3-1 – Allotissement	6
3-2 – Forme du marché	6
3-3 – Durée	6
3-4 – Lieux d’exécution	6
3-5 – Types de prestations et CCAG applicable	7
3-6 – Maîtrise d’œuvre et suivi d’exécution	7
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
4-1 – Étendue et mode de la consultation	7
4-2 – Communication avec les candidats	7
4-3 – Compléments à apporter aux cahiers des clauses particulières	7
ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE	8
7-1 – Modalités de réponse en cas de groupement	8
7-2 – Modalités de réponse en cas de sous-traitance	9
7-3 – Variantes	9
7-4 – Délai de validité des offres	9
7-5 – Unité Monétaire	9
7-6 – Langue	9
ARTICLE 8 – CONTENU DU PLI A REMETTRE	9
ARTICLE 9 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
9-1 – Analyse des candidatures	11
9-2 – Critères d’analyse des offres	12

9-3 - Attribution	13
ARTICLE 10 – VISITE DE SITES	13
ARTICLE 11 – MODE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES	15
11-1 – Modalité de téléchargement	15
11-2 – Transmission des dossiers	16
ARTICLE 12 – NOTIFICATION DU MARCHE	17

PRÉAMBULE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - Annexe 1 : un exemplaire d'attestation de visite à remplir avant chaque visite ;
 - Annexe 2 : la lettre de candidature (DC1) ;
 - Annexe 3 : la déclaration du candidat (DC2) ;
 - Annexe 4 : le formulaire DC4 de l'Acheteur ;
- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe 2 : les attestations de visite de chaque site dûment renseignées et signées ;
 - Annexe 3 : le cadre de mémoire technique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes :
 - Annexe 1 : protection relative aux données à caractère personnel ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes :
 - Annexes 1 à 4 : la liste des ascenseurs par lot et site ;
 - Annexe 5 : les éventuels plans de masse des sites.

Conformément aux articles L 2131-1, L 2132-2 et R 2132-1 et suivants du code de la commande publique(CCP), le DCE est dématérialisé. Le DCE est téléchargeable gratuitement après inscription sur la plateforme suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

AVERTISSEMENT :

L'identification des candidats sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/> est recommandée afin de permettre, le cas échéant, une communication électronique certaine avec les candidats sur les modifications et/ou précisions apportées aux documents de la consultation.

ARTICLE 1 – LA PERSONNE PUBLIQUE

Le maître d'ouvrage, représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le commandant de la région de gendarmerie d'Ile-de-France et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris.

Nom, prénom et qualité du signataire du marché public :

Le Général de corps d'armée Pierre CASAUBIEILH
Commandant la région de gendarmerie d'Ile-de-France et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris
Quartier Mohier – 4, avenue Busteau
94700 MAISONS-ALFORT

La Personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article R.2191-8 du code de la Commande publique (nantissement ou cessions de créances) :

Région de Gendarmerie d'Ile-de-France (RGIF)
Bureau budget administration (BBA)
Section administration
Quartier Mohier – 4, avenue Busteau
94700 MAISONS-ALFORT
Tél : 01 57 44 09 13
Courriel : sa.bba.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Le comptable public assignataire des paiements :

Monsieur Hugues BIED-CHARRETON
Directeur régional des finances publiques (DRFIP)
d'Ile-de-France
94 rue Réaumur
75002 PARIS CEDEX 02
Tél : 01 55 80 85 85
Mél : drfip75@dgfip.finances.gouv.fr

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La présente consultation a pour objet le remplacement et la modernisation du parc des ascenseurs des casernes de la GN d'Ile-de-France. Il s'agit d'un marché de travaux de modernisation ou de rénovation complète d'un parc d'ascenseurs.

Le code CPV principal du marché est le suivant :

Code CPV	Descriptif du code
45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs

Les travaux de modernisation de rénovation complète des ascenseurs doivent répondre aux objectifs suivants :

- La veille à la sécurité permanente des normes sécuritaires ;
- L'amélioration de la fiabilité des ascenseurs afin de réduire les risques de panne ;
- L'amélioration de l'efficacité énergétique ;

- La réduction des coûts d'exploitation dû à l'entretien des appareils.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3-1 – Allotissement

Le marché comprend 4 lots géographiques.

Lot 1	Département de Paris (75)
Lot 2	Départements du Val de Marne (94) et de Seine et Marne (77)
Lot 3	Département de Seine-Saint-Denis (93)
Lot 4	Départements des Yvelines (78) et des Hauts-de-Seine (92)

3-2 – Forme du marché

Le présent marché est un marché forfaitaire et mono-attributaire.

Conformément à l'article R. 2113-1 du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent soumissionner à un ou à plusieurs lots.

A titre indicatif, le montant total du marché est estimé à 25 400 000 € HT, réparti dans chaque lot comme suit :

LOTS	MONTANT
Lot 1	7 000 000 € HT
Lot 2	6 350 000 € HT
Lot 3	9 800 000 € HT
Lot 4	2 250 000 € HT

3-3 – Durée

La durée du marché est de 4 ans ferme.

Cette durée inclut la période de préparation de chantier, ainsi que les délais d'approvisionnement en matériel et fourniture.

3-4 – Lieux d'exécution

Les différents sites d'intervention sont listés ci-dessous.

Sites	Adresses
Lot 1 : Département de Paris (75)	
Caserne Bastion XIV	154, boulevard Davout – 75020 PARIS
Caserne Nouvelle-France	82, rue du Faubourg Poissonnière – 75010 PARIS
Caserne Penthievre	1, avenue Delcassé – 75008 PARIS
Caserne Kellermann	56-64, boulevard Kellermann – 75013 PARIS
Lot 2 : Départements du Val de Marne (94) et de Seine et Marne (77)	
Maisons-Alfort - Quartier Mohier	4, avenue Busteau – 94700 MAISONS-ALFORT
Caserne de Créteil	16, avenue du Chemin-de-Mesly – 94000 CRETEIL

Quartier de Melun-Lemaître	54, avenue de Corbeil – 77000 MELUN
Lot 3 : Département de Seine-Saint-Denis (93)	
Fort de Rosny	1, boulevard Théophile Sueur – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Dugny - Caserne de Rose	6, rue Adolphe Devaux – 93440 DUGNY
Drancy - Quartier Camille Mathieu	60, rue Auguste Blanqui – 93700 DRANCY
Lot 4 : Départements des Yvelines (78) et des Hautes-Seine (92)	
Nanterre-Rathelot	80, rue Rouget de Lisle – 92000 NANTERRE
Nanterre-Mansart	18, boulevard Jules Mansart – 92000 NANTERRE
Caserne de Châtillon	5, rue Gabriel Péri – 92320 CHÂTILLON
Camp de Versailles - Satory	Boulevard Moncey – 78000 VERSAILLES-SATORY

La description des travaux à réaliser et les spécifications techniques qui s'y rapportent figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). Les dispositions administratives afférentes sont énoncées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

3-5 – Types de prestations et CCAG applicable

La procédure a trait à la passation d'un marché de travaux.

Le CCAG applicable est celui relatif aux Travaux (CCAG-TRAVAUX).

3-6 – Maîtrise d'œuvre et suivi d'exécution

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau infrastructure de la division de l'immobilier et du logement (BI-DIL) représentée par :

L'ingénieur principal des services techniques Dominique GREAUD

Téléphone : 01 57 44 09 40

Courriel : bi.dil.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Le suivi de l'exécution des travaux est assuré par la section conduite de travaux (SCT) du BI-DIL. Elle est représentée par :

Le major Laurent FORESTIER

Téléphone : 01 57 44 09 50 / 06 07 65 20 68

Courriel : laurent.forestier@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4-1 – Étendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1 et 2, et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

4-2 – Communication avec les candidats

Les échanges éventuels avec les candidats, notamment en cours d'analyse auront lieu exclusivement par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'Acheteur, via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le courriel indiqué lors du retrait du DCE servira de courriel de référence.

4-3 – Compléments à apporter aux cahiers des clauses particulières

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de complément au Cahier des Clauses Administratives

Particulières (CCAP) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Dans le cas où une entreprise estimerait qu'une imprécision demeure ou qu'elle a été amenée à choisir une certaine interprétation du dossier de consultation, elle devra indiquer dans sa note technique, ou son mémoire, les modifications ou précisions qu'elle propose et souhaite voir apportées, dans les différentes pièces (C.C.T.P., plans, DPGF), constituant la mise au point du projet de marché. Ces précisions ne peuvent être que mineures et ne peuvent avoir d'autre but que de rendre plus clairs les termes du contrat. Elles ne doivent pas constituer des variantes ou des propositions techniques lorsqu'elles ne sont pas autorisées. Le défaut de respect des conditions évoquées ci-dessus pourra entraîner l'élimination de l'offre correspondante.

En toute hypothèse, les éléments fournis par l'entreprise dans de telles conditions de non-respect ne seront pas considérés comme susceptibles de prévaloir sur ceux du CCTP. C'est cette dernière pièce qui primera.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser leurs questions au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

Aucun renseignement ne sera fourni par téléphone.

Les questions doivent être anonymisées et formulées dans le délai imparti.

Les réponses de l'Acheteur seront communiquées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/> à l'ensemble des candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis, sauf exigences tenant au respect du secret des affaires dans les conditions prévues par l'article du R-2132-6 Code de la Commande Publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE

7-1 – Modalités de réponse en cas de groupement

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, un candidat peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque membre ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque membre constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés au présent règlement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

Si les candidats se présentent en groupement conjoint, ils devront impérativement proposer une répartition

des prestations entre co-traitants.

Le mandataire du groupement doit être clairement identifié.

Un candidat n'a pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

7-2 – Modalités de réponse en cas de sous-traitance

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

Les candidats doivent préciser les tâches qu'ils prévoient de sous-traiter dans le respect des dispositions du CCAP transmis.

Si les candidats envisagent de sous-traiter une partie des prestations, ils devront remettre dans leur dossier de candidature, pour chaque sous-traitant présenté dans le cadre de la remise de leur offre, un formulaire dit « DC4 » dûment complété.

7-3 – Variantes

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas permises.

7-4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres, précisée sur la page 1 du présent règlement de consultation.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le RPA pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation, notifiée par écrit, au RPA, les soumissionnaires seront engagés quant au maintien de leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

Si aucune décision n'était notifiée aux soumissionnaires avant son expiration, ces derniers seraient déliés de leur engagement.

7-5 – Unité Monétaire

L'unité monétaire utilisée pour l'exécution du marché est l'Euro.

7-6 – Langue

Les opérateurs économiques sont informés que tous les documents qu'ils remettront au titre de la candidature et de l'offre, y compris tous les documents annexes, devront être rédigés en langue française, sous peine de rejet de leur offre.

Si certains documents de leur offre (éléments de candidature ou éléments de l'offre) sont rédigés en langue anglaise, l'Acheteur se réserve le droit de demander une traduction en langue française des documents concernés.

ARTICLE 8 – CONTENU DU PLI A REMETTRE

Les brochures, plaquettes ou documentations générales sans rapport direct avec le contenu du pli défini au présent article ne seront pas étudiées.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par l'Acheteur.

Il est souhaité que les candidats respectent l'ordre exact des documents relatifs à la candidature tel que décrit ci-dessous.

Afin de faciliter le traitement des plis électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante : « numéro du document_nom des fichiers raccourcis_nom du candidat ». Exemple :

- « 01_DC1_nom du candidat » ;
- « 02_DC2_nom du candidat » ;
-
- « 05_KBIS_nom du candidat » ;

8-1 – Pièces relatives à la candidature :

Chaque candidat doit remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants pour chaque lot auquel il soumissionne :

Situation administrative du candidat	1	Une lettre de candidature, imprimé DC1 , ou tout autre document comportant les mêmes rubriques
	2	Une déclaration du candidat, imprimé DC2 , ou tout autre document comportant les mêmes rubriques
	3	Un extrait de KBIS de moins de trois mois.
	4	Une déclaration de sous-traitance, imprimé DC4 , le cas échéant
	5	Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité
	6	Une attestation dans laquelle le candidat déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés à l'article R.2143-6 du code de la commande publique. Cette attestation est datée et signée par une personne habilitée à engager la société.
	7	Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société
	8	La copie du ou des jugements prononcés à cet effet si le candidat est en redressement judiciaire
Capacités du candidat	9	Le candidat devra fournir tous les renseignements utiles permettant d'évaluer ses capacités professionnelles, techniques et financières
	10	Le candidat devra fournir une copie des certificats de qualifications professionnelles ainsi que de ses moyens généraux (notamment moyens humains et techniques), notamment par la production de certificats d'identité professionnelle, références et attestations de satisfaction de Maîtrise d'Ouvrage.
	11	Il est cependant de l'intérêt de chaque candidat de transmettre un maximum d'éléments pertinents permettant de juger au mieux ses capacités
Attestations de visite	1	Pour chaque lot, le candidat doit fournir les attestations de visites dûment renseignées et signées par le pouvoir adjudicateur.
	2	

DITES-LE-NOUS UNE FOIS

Les candidats peuvent, en lieu et place des documents mentionnés aux articles, R. 2143-3 et R. 2143-16 du CCP, présenter leur candidature sous la forme du document unique de marche européen DUME) obligatoirement rédigé en français.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'Acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli des candidats toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace par l'Acheteur et que l'accès à ceux-ci soit gratuit pour l'Acheteur (R. 2143-13 et R. 2143-14 du CCP).

Par ailleurs, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été

transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, à condition d'indiquer à l'Acheteur dans son dossier de candidature la précédente consultation concernée. Ils devront en revanche fournir les documents non valides à la date limite de réception des candidatures de la présente consultation.

8-2 – Pièces relatives à l'offre

Chaque candidat doit remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants pour chaque lot auquel il soumissionne :

Pièces constitutives du DCE	1	Un acte d'engagement complété et totalement renseigné, paraphé, daté et signé par une personne habilitée à engager la société.
	2	La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en format Excel.
	3	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, paraphés et signés
	4	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, paraphés et signés
Offre du candidat	5	Un mémoire technique comprenant et détaillant notamment dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none">- les moyens humains et matériels dédiés à l'opération ;- les méthodologies détaillées des interventions ;- les fiches techniques des ascenseurs proposés ;- le planning détaillé des travaux pour chaque site ;- la gestion des déchets ;- la politique environnementale et sociale.
	6	Un planning d'exécution détaillé des travaux distinguant les différentes casernes et le phasage précis des travaux à réaliser
	7	Un engagement de confidentialité
	8	En cas de groupement, la répartition détaillée du montant du marché entre co-traitants

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le mémoire technique à fournir impérativement avec l'offre est indispensable à l'appréciation de la valeur technique des offres.

Il est rappelé que toute absence de mémoire technique entraînera le rejet de l'offre considérée.

ARTICLE 9 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9-1 – Analyse des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminés et ne seront pas admis pour l'analyse des offres :

- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des documents et renseignements demandés dans le dossier de candidature ; et / ou
- Les candidats dont les capacités sont jugées insuffisantes ; et / ou
- Les candidats concernés par une interdiction de soumissionner en application des articles :
 - L. 2141-1 à L. 2141-5 du CCP (exclusions de plein droit) ; et
 - L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP (exclusions à l'appréciation de l'Acheteur).
- Les candidats n'ayant pas fait l'intégralité des visites obligatoires.

Avant d'éliminer la candidature, l'Acheteur évaluera les preuves fournies par le candidat se trouvant dans une situation d'interdiction de soumissionner selon les modalités prévues aux articles L. 2141-6-1 et/ou L. 2141-11 du CCP. Si l'interdiction de soumissionner concerne un membre du groupement d'entreprises ou un sous-traitant, l'Acheteur mettra en œuvre les modalités prévues aux articles L. 2141-13 et L. 2141-14 du CCP.

Lorsque le candidat est placé dans l'un des cas d'exclusion précités au cours de la procédure de passation d'un marché, il est tenu d'informer sans délai l'Acheteur de ce changement de situation.

Conformément à l'article R. 2142-7 du Code de la commande publique, le chiffre d'affaires minimal exigé, sur les 3 dernières années, pour chacun des lots est le suivant :

LOTS	CHIFFRE D'AFFAIRES
Lot 1	13 000 000 € HT
Lot 2	12 500 000 € HT
Lot 3	18 000 000 € HT
Lot 4	4 000 000 € HT

Par ailleurs, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'Acheteur peut décider, soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, soit d'éliminer la candidature.

Il est porté à l'attention des candidats que les pièces demandées, si elles ne sont pas fournies, pourront être réclamées par l'administration en application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique.

En cas de groupement, les capacités professionnelles, techniques et financières de chacun des membres du groupement seront prises en compte. De même, conformément aux articles R.2142-1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique du 1er avril 2019, il sera pris en considération les capacités du (des) sous-traitant(s) déclaré(s) au stade de la candidature. Pour ce faire, le candidat produira le (ou les) contrat(s) de sous-traitance, sans mention du prix de la sous-traitance, ou un engagement écrit du (ou des) sous-traitant(s).

L'absence de références pour des réalisations similaires antérieures n'entraîne pas le rejet du candidat.

Le candidat susceptible d'être déclaré attributaire devra impérativement fournir, avant notification, sur demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur, les pièces exigées à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique du 1er avril 2019 (NOTI 2 ou liasses fiscales et attestations de cotisations sociales et pièces des articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

En cas de groupement, il est exigé que le mandataire soit solidaire. Le mandataire devra ouvrir un compte unique au nom du groupement pour le paiement des sommes dues au titre du marché. Dans le cas où le compte serait ouvert au nom du mandataire du groupement, les co-traitants devront remplir une délégation de pouvoir en faveur du mandataire.

9-2 – Critères d'analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues par l'article R. 2152-7-2° du Code de la Commande Publique.

Le classement des offres sera établi sur la base de la note totale obtenue à partir des critères pondérés exposés ci-après (note totale sur 100 points).

Les prestations complémentaires proposées par les candidats, à l'initiative du candidat, n'entrent pas dans le périmètre de l'analyse financière.

CRITERES	PONDERATION	DOCUMENTS DE REFERENCE
Critère n°1 : Valeur technique de l'offre, notée au moyen des sous-critères ci-dessous :	45 %	

Sous-critère 1 : les moyens humains et matériels dédiés aux travaux	15 %	Mémoire technique
Sous-critère 2 : les méthodologies détaillées des interventions	10 %	
Sous-critère 3 : les fiches techniques des ascenseurs proposés	10 %	
Sous-critère 4 : cohérence du planning avec les moyens à déployer	10 %	
Critère n°2 : Prix	40 %	DPGF
Critère n°3 : La politique RSE notée au moyen des sous-critères ci-dessous :	15 %	Mémoire technique
Sous-critère 1 : performance énergétique machine (rendement)	5 %	
Sous-critère 2 : puissance maximale régénérée (% de la puissance nominale)	4 %	
Sous-critère 3 : consommation annuelle appareil	4 %	
Sous-critère 4 : taux de fréquence accident du travail	2 %	

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées selon les modalités décrites aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique du 1er avril 2019.

La note financière est calculée conformément à la règle suivante :

$$\text{Note attribué au candidat} = P \times \frac{\text{Prix de l'offre du moins disant}}{\text{Prix du candidat noté}}$$

« P » étant la pondération, 40 % pour le présent marché.

9-3 - Attribution

A l'issue de l'analyse des offres, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre la mieux classée, tout critère confondu.

En cas d'égalité de points, le marché sera attribué à l'entreprise ayant reçu la meilleure note pour le critère technique (critère n°1).

ARTICLE 10 – VISITE DE SITES

La visite des sites est obligatoire. La remise des offres pour un lot est subordonnée à cette visite préalable des lieux pour tous les sites d'un lot. Les candidats s'assureront ainsi visuellement de la situation, de la teneur et de l'étendue des locaux dans lesquels les prestations doivent être exécutées et de leur capacité à remplir leurs obligations contractuelles, avant la remise de leur offre.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, de l'environnement des bâtiments, des installations existantes et des moyens d'accès.

Les candidats resteront seuls responsables des erreurs d'interprétation qui pourraient survenir.

Tous les documents graphiques remis au titulaire pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution. Le titulaire devra vérifier que toutes les indications fournies correspondent bien à la réalité, aux obligations des pièces écrites et de la réglementation.

NB : La visite de rattrapage sera ouverte aux seuls candidats ayant réalisé :

- 3 visites sur 4 à la date initiale pour les lots 1 et 4.
- 2 visites sur 3 à la date initiale pour les lots 2 et 3.

Les visites auront lieu pour chacun des sites :

Sites	Adresses	Dates et heures de visite obligatoire	Visites de rattrapage
Lot 1 : Département de Paris (75)			Si 3 visites sur 4 déjà réalisées lors de la phase 1 sur ce lot
Caserne Bastion XIV	154, boulevard Davout – 75020 PARIS	29 juillet 2025 - 08h30	5 août 2025 - 08h30
Caserne Nouvelle-France	82, rue du Faubourg Poissonnière – 75010 PARIS	29 juillet 2025 - 11h00	5 août 2025 – 11h00
Caserne Penthievre	1, avenue Delcassé – 75008 PARIS	29 juillet 2025 - 14h00	5 août 2025 – 14h00
Caserne Kellermann	56-64, boulevard Kellermann – 75013 PARIS	29 juillet 2025 - 16h30	5 août 2025 - 16h30
Lot 2 : Départements du Val de Marne (94) et de Seine et Marne (77)			Si 2 visites sur 3 déjà réalisées lors de la phase 1 sur ce lot
Maisons-Alfort - Quartier Mohier	4, avenue Busteau – 94700 MAISONS-ALFORT	30 juillet 2025 - 08h30	5 août 2025 - 08h30
Caserne de Créteil	16, avenue du Chemin-de-Mesly – 94000 CRETEIL	30 juillet 2025 - 11h00	5 août 2025 – 11h00
Quartier de Melun-Lemaître	54, avenue de Corbeil – 77000 MELUN	30 juillet 2025 - 14h30	5 août 2025 – 14h00
Lot 3 : Département de Seine-Saint-Denis (93)			Si 2 visites sur 3 déjà réalisées lors de la phase 1 sur ce lot
Fort de Rosny	1, boulevard Théophile Sueur – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS	31 juillet 2025 - 8h30	6 août 2025 - 08h30
Dugny - Caserne de Rose	6, rue Adolphe Devaux – 93440 DUGNY	31 juillet 2025 - 11h00	6 août 2025 – 11h00
Drancy - Quartier Camille Mathieu	60, rue Auguste Blanqui – 93700	31 juillet 2025 - 14h30	6 août 2025 – 14h00

	DRANCY		
Lot 4 : Départements des Yvelines (78) et des Hautes-Seine (92)			Si 3 visites sur 4 déjà réalisées lors de la phase 1 sur ce lot
Nanterre-Rathelot	80, rue Rouget de Lisle – 92000 NANTERRE	1 ^{er} août 2025 - 08h30	6 août 2025 - 08h30
Nanterre-Mansart	18, boulevard Jules Mansart – 92000 NANTERRE	1 ^{er} août 2025 - 11h00	6 août 2025 – 11h00
Caserne de Châtillon	5, rue Gabriel Péri – 92320 CHÂTILLON	1 ^{er} août 2025 - 14h30	6 août 2025 – 14h30
Camp de Versailles - Satory	Boulevard Moncey – 78000 VERSAILLES-SATORY	1 ^{er} août 2025 - 16h00	6 août 2025 – 16 h00

La prise de rendez-vous pour la visite des lieux s'effectuera auprès de :

Major Laurent FORESTIER
Téléphone : 01 57 44 09 50 / 06 07 65 20 68
Courriel : laurent.forestier@gendarmerie.interieur.gouv.fr

et

La Section Conduite des Travaux du Bureau de l'Infrastructure
Courriel : sct.bi.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 11 – MODE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES

11-1 – Modalité de téléchargement

Le retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) se fera directement et en intégralité depuis le site de la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
Outre le présent règlement de la consultation.

Pour toute action sur le site de la PLACE, le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site. Afin de faciliter le maniement de la plateforme, un manuel d'utilisation y est également disponible.

Suite au retrait des documents électroniques, le soumissionnaire doit renseigner un formulaire d'identification. Le retrait des documents électroniques ne l'oblige pas à déposer électroniquement son offre et inversement.

Le pouvoir adjudicateur s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux du Bureau des Marchés Publics du représentant du pouvoir adjudicateur : ce sont les seuls documents faisant foi.

En aucun cas les documents fournis ne pourront être modifiés par le candidat.

Par ailleurs, tous les documents remis sont confidentiels et interdits de reproduction.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE (Plateforme des Achats de l'État) « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

11-2 – Transmission des dossiers

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Signature électronique des documents

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

** Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).*

Dépôt

Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt indiqué en première page sera considéré comme hors délai et ne pourra pas être retenu.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, **nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr**, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plateforme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

L'attributaire doit respecter les exigences prévues ci-dessous en termes de signature électronique :

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

En cas de difficulté sur la PLACE, une assistance téléphonique est mise à la disposition des entreprises : 09 72 37 01 30.

ARTICLE 12 – NOTIFICATION DU MARCHE

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R 2143-3 et suivant du Code de la Commande publique son offre sera rejetée.

Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Le pouvoir adjudicateur notifiera le présent marché par voie électronique via le portail : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'adresse électronique du candidat doit être renseigné dans la rubrique de l'Acte d'Engagement prévue à cet effet.